

Meeting de la CGT en S&L

3 avril 2017

Thème : Fraude Fiscale – Evasion Fiscale

Où et comment trouver des moyens financiers pour satisfaire nos revendications ?

En partie par la fiscalité ! Et l'un des objectifs de la fiscalité c'est de réduire les inégalités ! Ce qui constitue une étape fondamentale vers le progrès social.

1/Pourtant, aujourd'hui, la fraude fiscale représente environ 80 milliards d'euros.

Alors, faut-il laisser les choses en l'état ? Supprimer encore plus de services publics ? Augmenter les impôts pour les plus modestes ?

Ou lutter véritablement contre la fraude fiscale ?

L'impôt devrait servir à la fois au financement des besoins de la population, à la correction des inégalités et au développement économique durable.

La fraude fiscale est une forme de vandalisme qui affaiblit nos finances publiques et par conséquent dégrade nos services et biens publics.

Ainsi, les fraudeurs sont directement responsables de la suppression des écoles, des routes, des hôpitaux, etc. En outre, ils font porter le coût de leurs actes sur les citoyens qui payent honnêtement leurs impôts.

Contrairement aux idées reçues et habilement entretenues, la crise des finances publiques n'est pas une crise des dépenses, mais bien une crise des ressources.

La législation compliquée rend les contrôles plus difficiles et aboutit à focaliser le contrôle fiscal sur les revenus salariés beaucoup plus simple à réaliser. Près de 100% des revenus tirés des salaires et des pensions sont soumis à vérification tandis que seules 5% des entreprises sont contrôlées !

Mais, l'enjeu de la lutte contre la fraude n'est pas que budgétaire. Il s'agit aussi d'une nécessité de justice et de démocratie. Le but premier du contrôle fiscal, doit être la prévention des comportements frauduleux qui brisent l'égalité de traitement face à l'impôt.

Des lois et des règlements opaques privent les citoyens du contrôle démocratique qu'ils devraient être en droit de pouvoir exercer. Les impôts doivent être justes et compréhensibles.

Depuis quelques années, les différentes lois de finances ont fabriqué une multitude de niches fiscales et rendu la législation de plus en plus complexe. Les opportunités de fraude se sont alors multipliées et les fraudes devenues de plus en plus sophistiquées.

En 10 ans, le nombre de conseillers fiscaux au service des entreprises a fortement augmenté, de + 60 %, tandis qu'à Bercy dans le même temps 20 % des emplois étaient supprimés ! Ce qui correspond à près de 35 000 emplois en une décennie. Tout ceci a donc permis le développement d'une fraude fiscale massive.

Il est donc urgent :

- De créer, en nombre suffisant, des emplois publics, **ces fonctionnaires que tout le monde veut supprimer**, pour lutter contre la fraude.

- De donner des moyens juridiques nouveaux aux services fiscaux afin de lutter efficacement contre la délinquance fiscale.

- De réformer la fiscalité pour plus de justice et d'efficacité.

2/J'ai évoqué la Fraude fiscale, mais il faut évoquer aussi l'optimisation fiscale. La frontière est mince entre fraude et évasion fiscale. L'évasion fiscale peut utiliser des moyens légaux, c'est l'optimisation ; Ou illégaux, c'est la fraude.

Le dumping fiscal et social que se livrent les États entre eux, incite les grandes entreprises et les plus riches contribuables à se tourner vers les pays offrant un système fiscal le plus favorable. Ceci a des effets catastrophiques pour les États qui perdent des recettes fiscales mais aussi pour les pays qui accueillent car ils fragilisent leur budget en cédant à cette course suicidaire, à l'exemple de l'Irlande. Dès lors, ces pratiques poussent des pays comme la France à baisser leur impôt sur les sociétés de 33 % à 28 %. Ainsi, les multinationales payent le moins d'impôt possible. Et les conséquences sont lourdes : moins d'argent dans les caisses de l'Etat.

En France, l'évasion fiscale est estimée à 50 milliards d'euros par an.

Le Parlement européen, à son niveau, l'estime à 1000 milliards d'euros chaque année ! Dans tous les cas, ce sont toujours les populations qui payent l'addition en se substituant aux mauvais payeurs et en perdant des services publics essentiels à leur qualité de vie.

Ce qui entraîne la poursuite des politiques d'austérité, et une compensation avec ce qui est le plus facile à taxer, les gens comme vous et moi, avec des hausses de TVA, une taxe très injuste !

Dès lors, pour la CGT, il faut d'urgence :

- Dresser une liste exhaustive des paradis fiscaux et judiciaires selon de nouveaux critères ;
- Prendre des sanctions à l'encontre des paradis fiscaux et de leurs utilisateurs

- Obliger les utilisateurs des paradis fiscaux, banques et entreprises multinationales, à rendre automatique l'échange de données bancaires ;
- Travailler à une harmonisation fiscale et sociale en Europe.

3/Les aberrations continuent avec la mise en place du prélèvement de l'impôt à la source. Le prélèvement à la source ne permettra pas de réduire le déficit public. L'impôt sur le revenu des 17 millions de foyers imposables est actuellement recouvré à presque 99% directement par l'administration fiscale, "les fonctionnaires". Le prélèvement à la source est donc un facteur de risque pour les rentrées budgétaires lié aux défaillances des tiers payeurs, avec la rétention de trésorerie, la fraude, les faillites...

C'est pourquoi, une réforme globale de la fiscalité est nécessaire.

Nos gouvernants devraient augmenter la progressivité de l'Impôt sur les revenus et baisser la T.V.A., en finir avec les niches fiscales et l'optimisation fiscale qui profitent aux plus riches et consacrer plus de moyens contre la fraude fiscale et s'attaquer aux paradis fiscaux ainsi qu'aux organismes de blanchiment d'argent.

C'est en portant et en diffusant avec force et conviction les propositions de la CGT en matière de fiscalité auprès des citoyens que nous parviendrons à infléchir le discours dominant en matière de finances publiques et ainsi nous rendrons possible cette aspiration au progrès social.